

**Libre, l'information ?** Des heures d'antenne, des kilos de papier pour commenter les frasques du co-prince d'Andorre, chanoine honoraire de Saint-Jean de Latran. Quelle honte médiatique ! Et ils vont nous parler de « pacte de responsabilité », porter la parole d'un Gattaz qui n'en veut qu'à nos salaires et nos emplois pour protéger ses profits. **Libre, l'information ?** Mais elle est propriété des grandes fortunes de France. Un Dassault, un Bolloré, un Niel ou un Crédit Mutuel ne vont quand même pas parler des misères qu'ils font au pauvre monde. Eh bien descendons dans la rue faire entendre nos revendications. **Pour un 6 février contre le « Pacte » Gattaz-Hollande.**

## La presse et l'information au péril du « Pacte »

# Ce que nous revendiquons

### Le Pacte Gattaz-Hollande en 4 actes

**1. Concentration de l'information entre les mains des plus riches.** Le trio BNP (Bergé-Niel-Pigasse), propriétaire du groupe Le Monde, achète le Nouvel Observateur. BNP, Crédit Mutuel, Crédit Agricole, Dassault, Bolloré, Bouygues, Hersant, Tapie... Les grandes fortunes ont fait main basse sur l'information et la presse. Partout des licenciements, des restructurations, des concentrations. Parmi les 10 plus grosses fortunes de France, 5 sont des poids lourds de l'information : Bernard Arnault (Les Echos), Serge Dassault (Le Figaro Valeurs actuelles), François Pinault (Le Point), Vincent Bolloré (DirectMatin), Xavier Niel (Free-Le Monde-Nouvel Observateur...).

**2. Pacte de « responsabilité » ? Tout est déjà ficelé, Gattaz dévoile l'arnaque.** Le 27 janvier, le fils Gattaz, interlocuteur privilégié de la présidence, déclare : « *JE SUIS PRÊT A ME MOBILISER POUR CE PACTE, MAIS CELA NE PEUT ÊTRE DU DONNANT-DONNANT...* » (Les Echos 27-1-2014, page 3). Que reste-t-il du million d'emplois évoqué ? Autant en emporte le vent. En revanche, Gattaz Junior exige : « *IL FAUT QUE LES PARTENAIRES SOCIAUX COMPRENENT QUE LES SALAIRES NE PEUVENT PAS DURABLEMENT AUGMENTER PLUS VITE QUE LA PRODUCTIVITE. LA MODERATION SALARIALE DEPUIS DIX ANS EN ALLEMAGNE A ÉTÉ UN FACTEUR DE COMPETITIVITE.* »

**3. La Troïka de Bruxelles ouvre la Sécurité sociale à la concurrence par une décision du 15 janvier.** Privatiser la Sécurité sociale est un vieux rêve de la Commission européenne. Dans la foulée, Hollande annonce la fin de la branche Allocations familiales, rémunérées par la cotisation patronale. Et le gouvernement organise une « conférence sociale » sur la fiscalité qui n'a d'autre but que de « fiscaliser » la protection sociale, c'est-à-dire répondre à la décision de Bruxelles. Le tout emballé dans le « Pacte »...

**4. Licenciements, destructions industrielles chômage.** Nice Matin, Centre-France, Ouest France, Midi libre, Le Monde... Sièges éditoriaux, imprimeries, distribution, près de 2 000 emplois sont condamnés si le Pacte rend prioritaire le service de l'actionnaire. Le théorème Gattaz Hollande c'est : « ne bougez pas, les profits de demain feront, peut-être, les emplois d'après-demain. » Et maintenant, là, tout de suite ? **Il y a urgence pour nos emplois.**

### Voici ce que nous revendiquons :

- **Gel immédiat des licenciements**, des plans dits sociaux et autres plans de départs réputés « volontaires »
- **Une négociation pas une reddition !** La presse, l'information, la culture, la communication ont besoin d'un espace national de négociations avec le ministère et les employeurs.
- **Libérons l'information.** Elle étouffe sous le poids du diktat de la rentabilité à deux chiffres. Une loi, voilà l'urgence, pour mettre le bien commun et démocratique qu'est l'information « à l'abri des forces de l'argent ».
- **Création d'emplois qualifiés et stables, hausse des rémunérations.** Les dividendes des actionnaires et des rentiers doivent être reconvertis pour les salariés de l'information.
- **La Sécurité sociale est notre bien commun.** Pour son extension, ni privatisation ni « fiscalisation » !

### Pour Stora Enso Corbehem

En octobre 2012, l'état major de Stora Enso annonçait la mise en vente de l'ultramoderne usine de Corbehem, productrice de papier magazine. En réalité la direction ne voulait pas vendre mais détruire les capacités de production et ne pas les laisser à la concurrence ! La preuve, le verdict de fermeture est prononcé en janvier 2014 sans qu'aucun repreneur ne se soit manifesté. Qu'importe à Stora Enso les dégâts industriels, économiques et sociaux. Le droit du propriétaire est absolu... **Responsabilité ?**

**Stora Enso Corbehem est le fruit du travail de ses salariés. Elle a une valeur d'intérêt national et doit être déclarée d'utilité publique. Le conseil régional doit l'acquérir pour protéger sa valeur industrielle et ses emplois.**